

***Caring Cities: Comment les villes peuvent-elles financer leurs projets ?
Alternatives pour le financement des infrastructures et services urbains et métropolitains***

Séance organisée par l'Initiative Metropolis conduite par le secrétariat au Développement métropolitain de l'État de São Paulo

Date: Mercredi, le 17 juillet 2013

Hora: 14:00 – 17:30

Lieu: Ballroom 1

Résumé

Les *Caring Cities*, ou « villes à visage humain », se doivent de fournir à leurs habitants les services et les infrastructures dont ils ont besoin. Pourtant, elles sont parfois dans l'impossibilité de le faire par manque de moyens. Des services comme la santé, les transports ou l'éducation sont souvent de qualité insuffisante ou peu fiables, voire tout simplement inexistantes.

Néanmoins, plusieurs modes de financement des projets, dont les partenariats public-privé (PPP) – qui permettent au secteur privé de fournir des services au nom des pouvoirs publics –, peuvent constituer une bonne alternative pour que les villes puissent accorder la priorité et donner de la souplesse à ce type d'investissement, lorsque leurs seules ressources budgétaires ne sont pas suffisantes pour pouvoir mettre en œuvre ces projets.

Contexte

Cette séance portera sur l'Initiative Metropolis « Étude comparée de la gouvernance métropolitaine », conduite par le secrétariat au Développement métropolitain de l'État de São Paulo, avec le soutien technique de l'Empresa Paulista de Planejamento Metropolitano SA (Emplasa). Cette Initiative Metropolis vise à étudier la réalité de la gouvernance métropolitaine dans un certain nombre d'agglomérations urbaines.

L'étude prend en compte différents facteurs, notamment en identifiant les acteurs de la gouvernance et en analysant les modes de financement choisis, les responsabilités liées aux projets (de la conception à la maintenance) et les cadres réglementaires. L'Initiative consiste aussi à réaliser des études de cas et débouchera sur une série de recommandations techniques et politiques à l'intention de l'ensemble des villes membres de Metropolis.

Programme

14:00-14:30 Présentation de l'Initiative Metropolis sur la gouvernance métropolitaine

Rovena Negreiros, EMPLASA

14:30-15:00 Premiers résultats de l'Étude comparée sur la gouvernance métropolitaine

Maria Lucia Camargo, EMPLASA

15:00-16:30 Études de cas (20 minutes pour chacune)

Casa Paulista: *Andra Robert, Secrétariat de logement de l'état de São Paulo*

- *Casa Paulista* est le premier partenariat public-privé relatif au logement social à avoir été mis en place au Brésil. Impulsé par l'État de São Paulo avec le soutien de la Ville de São Paulo et du gouvernement fédéral, il vise à revitaliser le centre-ville grâce à la construction de 20 000 logements. L'un des principaux objectifs de ce projet est de mettre des logements, des commerces et des services publics de différentes natures à la disposition de personnes ayant des niveaux de revenu divers. L'État a annoncé que 12 000 logements seraient réservés aux familles disposant d'un revenu de 1 800 dollars (soit 3 700 réaux) ou moins, somme qui équivaut à cinq fois le salaire minimum. Le partenariat public-privé choisi a été monté par l'État de São Paulo avec l'aide précieuse, à la suite d'un appel d'offres, de l'Instituto Urbem, de l'organisation Odebrecht et du Grupo MPE.
- Les investissements s'élèveront à 4,6 milliards de réaux, dont 2,6 apportés par des partenaires privés. L'État de São Paulo contribuera à hauteur de 1,6 milliards de réaux. Suite à un accord passé avec l'État, la Ville de São Paulo investira 404 millions de réaux dans le projet, soit 20 000 réaux, en moyenne, par logement.
- En raison de son étendue et de sa portée – ainsi que de l'importance qu'il revêt pour plusieurs secteurs –, le projet Casa Paulista aura un fort impact sur l'avenir de la ville et de sa région. Il fournira en outre l'occasion de créer des précédents pouvant servir de références pour des projets de rénovation urbaine ailleurs au Brésil.

Gautrain: *Jack van de Merwe, CEO, Gautrain Management Agency*

- En 2006, la province du Gaunteg – où se trouvent trois « municipalités métropolitaines », deux « municipalités régionales » et six « municipalités locales » – a signé un contrat de partenariat public-privé d'une durée de vingt ans avec le consortium Bombela pour la construction d'un réseau ferroviaire rapide (160 km/h).
- Le projet Gautrain permettra de relier des pôles économiques majeurs selon un axe nord-sud, avec une liaison est-ouest desservant l'aéroport international OR Tambo (80 km). Cela permettra en outre de désengorger le réseau routier et de réduire le nombre de déplacements effectués en voitures particulières ou au moyen des transports publics routiers. Le nouveau réseau stimulera le développement économique des deux régions qu'il desservira, grâce aux investissements et à la connectivité qu'il induira, et améliorera la durabilité globale de l'environnement urbain.
- Par ailleurs, le gouvernement provincial a mis en place deux autres partenariats public-privé : un pour la réfection des autoroutes du Gauteng (GFIP), qui permettra d'améliorer grandement le réseau autoroutier actuel de la province et réduira le nombre d'embouteillages tout en améliorant l'efficacité urbaine ; et un autre concernant le couloir logistique et de fret Gautrain-Free State-Durban (G-FS-D), un projet national d'infrastructure stratégique pour le couloir le plus fréquenté d'Afrique du Sud visant à améliorer les infrastructures de fret et logistiques du pays.

Rénovation urbaine : Diego Sadowski, City of Buenos Aires

- Le schéma de rénovation urbaine de Buenos Aires prévoit la remise en état d'une autoroute désaffectée (l'autoroute 3). Projetée dans les années 1960, cette autoroute devait relier les banlieues nord et sud de Buenos Aires, mais le chantier n'a jamais été terminé, ce qui a entraîné la dégradation du quartier voisin.
- Pour en finir avec une situation toujours dans l'impasse après plus de vingt ans et qui affecte profondément les conditions de vie des quelque 600 riverains du chantier, la Ville de Buenos Aires a décidé de lancer un projet de rénovation urbaine du quartier concerné en partenariat avec le secteur privé. Ce projet prévoit la construction de logements pour une population à revenus divers, ainsi qu'un certain nombre d'équipements (dont une école primaire, un complexe sportif, un commissariat et une maison de quartier). La création d'un nouvel espace public a par ailleurs d'ores et déjà changé le visage des environs.

City Protocol: Francesc Giralt, secrétaire exécutif de la City Protocol Society, Barcelone

- La *City Protocol Society* est un groupement de villes, d'entreprises et d'établissements d'enseignement supérieur, entre autres, qui tire parti des connaissances et de l'expérience accumulées par des villes du monde entier pour accélérer les transformations durables en donnant des conseils avisés et en offrant une collaboration active afin que les villes ne s'aventurent pas toute seules sur la voie de la transformation.
- Réseau mondial de villes axé sur les résultats et développant des approches et des solutions communes en partenariat avec des entreprises, des instituts de recherche et d'autres organisations afin d'aider les villes à s'assurer un avenir durable, la *City Protocol Society* s'affirme comme étant une initiative majeure inédite, capable, dans la mesure où elle implique les villes dans une démarche systémique intégrée, non seulement de rendre service aux villes, mais aussi de renforcer les relations qu'elles entretiennent.
- L'action de la *City Protocol Society* donne lieu à des recommandations, des normes et des accords élaborés dans le cadre du Protocole des villes et portant sur des sujets convenus entre les parties prenantes. À ce titre, le Protocole des villes doit pouvoir disposer, par exemple, d'une liste de mesures et de projets adoptés par les villes, et notamment de mesures et de projets déjà testés par des villes et pouvant être donnés en exemple à d'autres villes, accompagnée des indicateurs et des certifications garantissant leur efficacité.

16:50-17:30 Débat ouvert